

Lettre pour un monde sans violence

X^e Sommet des Prix Nobel de la Paix,

Berlin, novembre 2009.

À l'initiative de Monde sans guerres et sans violence

Nous, Prix Nobel de la Paix et Organisations Nobel pour la Paix,

Réaffirmant notre engagement avec la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Préoccupés par la nécessité de mettre fin à la propagation de la violence à tous les niveaux de la société et, surtout, aux menaces qui pèsent au niveau global et mettent en péril l'existence même de l'humanité,

Réaffirmant que la liberté de pensée et d'expression est à la racine de la démocratie et de la créativité,

Reconnaissant que la violence se manifeste sous de nombreuses formes, comme le conflit armé, l'occupation militaire, la pauvreté, l'exploitation économique, la destruction du milieu ambiant, la corruption et les préjudices basés sur des préférences de race, de religion, de genre ou d'orientation sexuelle,

Constatant que le culte de la violence, tel qu'il s'exprime à travers le populisme, peut contribuer à accepter la violence comme normale et admissible,

Convaincus que la violence cause le plus grand dommage aux plus faibles et aux plus vulnérables,

Tenant en compte le fait que la paix n'est pas seulement l'absence de violence, mais aussi la présence de justice et de bien-être des peuples,

Considérant que l'échec des États à reconnaître les diversités ethniques, culturelles et religieuses, comme étant à la racine d'une grande part de la violence qui existe dans le monde,

Reconnaissant l'urgence de développer un plan alternatif à la sécurité collective, basé sur un système dans lequel aucun pays, ou groupe de pays, ne puisse compter sur les armes nucléaires pour sa propre sécurité,

Conscients que le monde a besoin de mécanismes mondiaux efficaces et non-violents pour la prévention et la résolution des conflits et qu'ils produisent de meilleurs résultats quand ils sont appliqués dans la phase la plus précoce possible,

Affirmant que ceux qui sont investis du pouvoir disposent de la plus grande responsabilité pour mettre fin à la violence, quel que soit le lieu où elle se manifeste et de la prévenir chaque fois que cela est possible,

Convaincus que les principes de la non-violence doivent triompher à tous les niveaux de la société, ainsi que dans les relations entre les États et les peuples.

Nous demandons à la communauté internationale de favoriser le développement des principes suivants :

Premièrement : dans un monde interdépendant, la prévention et la cessation des conflits armés entre États et à l'intérieur des États requièrent une action collective de la part de la communauté internationale. La sécurité individuelle des États ne peut être assurée qu'en progressant dans la sécurité humaine mondiale. Ceci requiert le renforcement des modes d'opération du système de l'ONU et des organisations de coopération régionale.

Deuxièmement : pour parvenir à un monde sans violence, les États doivent toujours respecter l'état de droit et honorer leurs accords juridiques.

Troisièmement : il est essentiel de s'acheminer sans plus tarder vers l'élimination vérifiable des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive. Les États qui détiennent de telles armes doivent accomplir des avancées concrètes vers le désarmement et adopter un système de défense qui ne se base pas sur la dissuasion nucléaire. En même temps, les États doivent maintenir leurs efforts pour consolider un régime de non-prolifération nucléaire, en prenant des mesures comme renforcer les contrôles multilatéraux, protéger le matériel nucléaire et faire progresser le désarmement.

Quatrièmement : pour réduire la violence dans la société, la production et la vente d'armes petites et légères doivent être réduites et rigoureusement contrôlées au niveau international, national, régional et local. De plus, il doit exister une application totale et universelle des accords internationaux en matière de désarmement, comme le Traité pour l'interdiction des mines de 1997, et le soutien aux nouveaux efforts visant à éliminer l'impact des armes non identifiables, comme les munitions cluster.

Cinquièmement : le terrorisme ne peut en aucun cas être justifié, car la violence génère la violence et qu'aucun acte de terreur contre la population civile de n'importe quel pays ne peut être perpétré au nom d'une cause, quelle qu'elle soit. La lutte contre le terrorisme ne peut, cependant, justifier la violation des droits de l'homme, du droit humanitaire international, des règles de la société civile et de la démocratie.

Sixièmement : mettre fin à la violence domestique et dans les familles exige le respect inconditionnel de l'égalité, de la liberté, de la dignité et des droits des femmes, des hommes et des enfants, de la part de tous les individus et institutions de l'État, de la religion et de la société civile. De telles tutelles doivent s'incorporer aux lois et aux conventions locales et internationales.

Septièmement : chaque individu et État partagent la responsabilité de prévenir la violence envers les enfants et les jeunes, qui représentent notre futur commun et notre bien le plus précieux. Tous ont droit à une éducation de qualité, à des premiers soins efficaces, à la sécurité personnelle, à la protection sociale, à une pleine participation dans la société et un environnement favorable qui renforce la non-violence comme style de vie. L'éducation à la paix et à la non-violence, mettant l'accent sur la qualité humaine innée qu'est la compassion, doit être une partie essentielle des programmes scolaires à tous les niveaux.

Huitièmement : prévenir les conflits dérivés de l'épuisement des ressources naturelles, en particulier des sources d'eau et d'énergie, exige que les États développent un rôle actif et instituent des systèmes juridiques et des modèles dédiés à la protection de l'environnement et à l'ajustement de la consommation

des ménages basée sur la disponibilité des ressources et des réelles nécessités de l'être humain.

Neuvièmement : nous appelons les Nations Unies et leurs États membres à promouvoir la reconnaissance des diversités ethniques, culturelles et religieuses. La règle d'or d'un monde non-violent est : traite les autres comme tu voudrais être traité.

Dixièmement : les principaux instruments politiques nécessaires pour instaurer un monde non-violent sont le fonctionnement démocratique des institutions et le dialogue basé sur la dignité, la connaissance et le compromis, menés dans le respect de l'équilibre entre les parties intéressées et, si c'est opportun, en tenant compte également des aspects de la société humaine dans sa totalité et de son environnement naturel.

Onzièmement : tous les États, institutions et individus doivent faire l'effort de s'opposer aux inégalités dans la distribution des ressources économiques et résoudre les grandes iniquités qui créent un terrain propice à la violence. La disparité des conditions de vie mène inévitablement à l'inégalité des chances, et dans de nombreux cas, à la perte d'espoir.

Douzièmement : la société civile, y compris les défenseurs des droits de l'homme, les pacifistes et les activistes écologiques, doit être reconnue et protégée comme étant essentielle à la construction d'un monde non-violent, de même que tous les gouvernements doivent être au service de leurs propres citoyens et non l'inverse. Les conditions devraient être créées pour permettre et encourager la participation de la société civile, en particulier celle des femmes, aux processus politiques au niveau mondial, régional, national et local.

Treizièmement : mettant en œuvre les principes de cette lettre, nous nous adressons à tous pour travailler ensemble à un monde juste et non meurtrier, dans lequel chacun ait le droit de ne pas être tué et à son tour le devoir de ne tuer personne.

Pour remédier à toutes les formes de violence, nous encourageons la recherche scientifique dans les domaines de l'interaction humaine et du dialogue, et nous invitons les communautés académiques, scientifiques et religieuses à nous aider dans la transition vers une société non-violente et non meurtrière.

*Prix Nobel signataires : **Mairead Maguire CORRIGAN ; Sa Sainteté le Dalai-Lama ; Mikhaïl Gorbatchev ; Lech Walesa ; Frederik Willem De Klerk ; Archevêque Desmond Mpilo Tutu ; Jody Williams ; Shirin Ébahie ; Mohamed el-Baradei ; John Hume ; Carlos Filipe Ximenes Belo ; Betty Williams ; Muhammad Yunus ; Wangari Maathai ; International Physicians for the Prevention of Nuclear War ; Croix-Rouge ; International Atomic Energy Agency ; American Friends Service Committee ; International Peace Bureau.***